



Montpellier, le 2 avril 2019

Monsieur le Président,

Triste jour pour la République que ce 28 mars 2019 à Loon Plage où la police bouta hors du PPF nos collègues qui effectuaient consciencieusement leur travail !

C'est ainsi maintenant : on a le droit de mettre des militaires dans la rue mais pas des douaniers à la frontière !!

La raison de ce déploiement de force? L'outrecuidance de ces gabelous dénonçant le manque évident de moyens humains et matériels face à un Brexit de longue date annoncé et pourtant nullement anticipé. Mais ces conditions de travail dégradées ne sont pas dues qu'au « Brexit » à venir, elles existent depuis de nombreuses années et sont une conséquence directe des réformes et des suppressions d'emplois menées au pas de charge.

Face à ces revendications, le gouvernement répond : sanctions disciplinaires, gardes à vue et CRS. Ce même gouvernement qui donne aux entreprises des millions d'euros financés par l'impôt et qui ne peut dans le même temps augmenter ses fonctionnaires qu'il méprise et tente de rabaisser par la parution de rapports partiels sur le temps de travail...

Qui peut encore vouloir dégraisser les hôpitaux, alors que les soignants sont en burn-out et que la santé en pâtit ? Même l'éducation nationale est touchée alors que les instituteurs étaient les hussards noirs de la république...

Et que dire de la DGFIP où l'objectif est simple : externaliser, privatiser et abandonner des missions, supprimer des emplois, réduire par quatre le nombre des implantations, limiter l'accueil du public aux contacts dématérialisés...

C'est pourquoi, aujourd'hui, nous accusons M. Macron de non-assistance à personnel en danger puisqu'il persiste à vouloir supprimer des emplois, abattre notre statut, détruire le service public et ainsi, **mettre à mal l'égalité de traitement des citoyens.**

De ce fait, comment venir dialoguer aujourd'hui avec vous Messieurs les Directeurs qui mettez en musique la partition de ce gouvernement ?

Certes, vos carrières dépendent de votre obéissance mais n'êtes vous plus des êtres humains dotés de conscience ou n'avez vous plus la moindre reconnaissance pour les agents qui triment sous vos ordres ?!

Aujourd'hui, on fait chasser les douaniers de leur poste de travail par des fonctionnaires de police ; on oppose deux administrations régaliennes au risque que cela dégénère au mépris de l'article 53 du code des Douanes. Et dire que vous nous accusez de donner une mauvaise image de l'administration parce que l'on dénonce une charge de travail exponentielle sans aucune revalorisation ni reconnaissance !...

Quelle image pensez-vous que vos propres actions renvoient?

Il y a dans toutes les administrations un attachement viscéral des agents au service public. Et pourtant, vous vous attachez à rendre le public mécontent des fonctionnaires en empêchant ces derniers de travailler normalement.

Vous l'avez bien compris : nous ne resterons pas aujourd'hui. Nous étions simplement venus vous dire, même si l'humour n'est surtout pas de mise :

ON EN A GROS